

## Contre la « *Kimbilikitisation* » des Forces rwandaises de défense dans l'Est de la RD Congo

Josaphat Musamba<sup>1</sup>

Dans deux blogs publiés entre 2019 et 2020, deux chercheurs Congolais expliquent les dynamiques conflictuelles dans l'Est de la RD Congo avec des grilles théoriques géopolitiques empiriquement controversées. C'est ainsi que dans un [blog du 16 décembre 2019, Jean Jacques Wondo attire l'attention sur la « réoccupation » de l'Est de la RD Congo par une armée voisine](#) alors que [Musavuli Boniface, en date du 16 mai 2020, analyse la stratégie Kabila - Kagame de reconquête militaire du Kivu-Ituri](#). Comment peut-on attribuer une telle ubiquité aux forces armées rwandaises ? Comment expliquer la dimension « réoccupationniste » de l'Est de la RD Congo par le Rwanda avec l'aide du président Honoraire Joseph Kabila Kabange ? Ce blog a pour objectif d'apporter d'autres perspectives contrebalançant le narratif créditant l'ubiquité de l'armée rwandaise dans l'Est de la RD Congo en mobilisant le néologisme emprunté aux pratiques culturelles et coutumières Lega : La « *kimbilikitisation* ». [Les Balega appartiennent aux groupes ethniques de la RD Congo, situés entre trois provinces \(Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema\) alors que Kimbilitiki est un personnage immatériel et esprit jouant un rôle important dans la société Lega et détenant des pouvoirs d'ubiquité le projetant dans tout l'espace culturel lega sur invitation de chefs traditionnels attirés \(Les Bami\)](#). Dans le présent blog, le concept « *Kimbilikitisation* » est utilisé pour expliquer la capacité ubiquiste ou ubiquitaire d'une armée étrangère dans le territoire d'un Etat voisin sur invitation ou pour d'autres visées . Par ailleurs, dans le contexte de guerres civiles, elle exprime la présence ubiquitaire des combattants d'un groupe armé dans une zone où elle manque d'encrage social et fait face à la résistance malgré ses capacités et ressources. Pourquoi apporter ces contributions aujourd'hui et pas hier ? Il faut noter d'abord que le discours sur la présence rwandaise dans l'Est de la RD Congo s'est enraciné au point que toutes les dynamiques des guerres civiles ainsi que des frustrations sont énormes, ensuite les récents rapprochements entre Kigali et Kinshasa sur le plan sécuritaire et des échanges des renseignements ont prouvé la nécessité de donner aux lecteurs une autre perspective mais aussi ouvrir un débat sur la capacité ubiquitaire des armées étrangères dans l'Est de la RD Congo.

### Présence armée rwandaise dans l'Est de la RD Congo : De l'AFDL à Felix Antoine Tshisekedi

*« ... plusieurs sources militaires congolaises et de la MONUSCO ont confirmé la présence des deux bataillons des forces spéciales rwandaises en RDC ; en juillet 2019, dans le parc de Virunga au Nord-Kivu et dans les environs d'Uvira au Sud-Kivu, près de la frontière avec le Burundi » (Wondo 2019).*

Si la présence de l'armée rwandaise n'est pas une première dans l'Est de la RD Congo, il faut noter que celle-ci remonte de l'époque de la Libération (1996) et celles de rébellions entre 1998 et 2003. Venue en « *libératrice* » en 1996 avec des Congolais (Mzée Laurent Désiré Kabila, Joseph Kabila, Kisase Ngandu etc.), puis revenue en divorcée-rebelle officiellement le 2 août 1998 toujours accompagnée des Congolais, l'armée rwandaise a appuyé des rébellions dans l'Est de la RD Congo notamment le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, le [Conseil National pour la Défense du People](#) et le [Mouvement du 23 Mars](#). Si le Rwanda a participé aux opérations militaires Umoja Wetu (2009) contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) sur invitation de Kinshasa, ceci est moins visible dans les opérations Sukola I et II en cours depuis 2015 comme le témoigne une source au sein des FARDC à Beni : « ... *le Rwanda n'a jamais participé aux opérations militaires dans Sukola 1, peut-être dans Sukola 2, car au secteur opérationnel Sukola 1 [...] il n'y a pas des FDLR* ». Par contre, la présence de l'armée rwandaise fut signalée aussi au cours de l'année [2011 au nord de Rutshuru](#) et [récemment](#) entre 2019 et 2020, à Kalehe. Par contre, elle ne fut pas signalée dans la ville et/ ou dans le territoire d'Uvira comme Jean Jacques Wondo le soulignait dans son blog. Accréditer l'argument de la présence armée rwandaise aux environs d'Uvira aurait été pertinente pour traquer des combattants du Congrès National Rwandais (RNC) pourtant les traces de celle-ci ne furent pas évidentes. Si la participation des forces étrangères dans la traque des ADF à Beni depuis le lancement des opérations de grande envergure est reconnue, le rôle du Rwanda est difficilement établi selon des sources militaires.

### Dynamiques conflictuelles locales insaisissables et analyse sous régionale tendancieuse

Il est important de relever quelques confusions soutenues dans certains des analyses et arguments sans pour autant se rendre compte du niveau de désinformation que cela puisse produire du côté des lecteurs ou alors déformer la réalité collectivement vécue sur terrain. Les premières confusions analytiques Wondoniennes associent groupes armés Mai-Mai à l'armée rwandaise dans les Hauts Plateaux d'Uvira, Fizi et Itombwe pendant que dans les secondes l'auteur soutient la thèse de la participation des unités « *rwandophones* » au sein des FARDC à Beni et en troisième lieu figurent des

spéculation sur la mort du général Sylvestre Mudacumura<sup>1</sup>. En fait, certains chercheurs<sup>2</sup> qui étudient les groupes armés « Mai Mai » ou Raiya Mutomboki savent qu'un des leurs piliers idéologiques repose sur le discours et les sentiments « **antiTutsi-centrique** » ou « **antirwandophones-centriques** » : Tutsi et Hutu Congolais du Nord et Sud - Kivu), c'est pourquoi penser une alliance entre des groupes Mai Mai dans les Hauts Plateaux avec l'armée rwandaise ou des Forces de Défenses Rwandaises serait moins probable dans le contexte . Par contre, Musavuli Boniface, un des chercheurs associés à Jean Jacques Wondo, dans son blog, soutenait la thèse de réoccupation rwandaise par le redéploiement des FDLR-Kagamisés avec le concours des officiers rwandais au sein des FARDC et ceux liés au Rwanda par un passé avec les différentes rebellions Congolaises.

Dans les Hauts Plateaux d'Uvira, le problème de contestations identitaires récurrentes contre les Banyamulenge est laissé aux oubliettes autant par Jean Jacques Wondo que par Musavuli Boniface. Il en est de même de la question d'érection de Minembwe en commune rurale. Si certaines communautés contestent cette transformation, par contre les Banyamulenges en sont favorables et n'attendraient que sa concrétisation. Ces dynamiques, outre leur caractère localisé, ont reçu peu d'approfondissement dans les deux articles pourtant ne pas les souligner, exhume évidemment des limites analytiques. Nous soutenons que la présence des combattants du Rwandan National Congress dans les Hauts Plateaux aurait remodelé des alliances au grès des intérêts *sécuritaro-stratégiques* des groupes armés locaux . En accointance avec certains Barundi et ou Banyamulenge Mutarule, en 2015, [les RED-Tabara avaient perdu leurs armes saisies par les FARDC](#). Si au fil des années, les RED-Tabara se sont rapprochés avec des groupes armés locaux et à ceux d'obédience Banyamulenge, il faut donc souligner qu'en 2017, les rapports entre groupes armés et communautés se sont remodelés.

Pareillement à Beni, les FARDC traquent les ADF aujourd'hui le MTM– socialisées aux membres des communautés locales par leurs liens lignagers et leur collaboration avec les groupes armés. Par contre, dans ce contexte, il existe des conflits opposant le Parc National de Virunga aux communautés riveraines locales, ainsi que celui des limites entre la ville de Beni et la chefferie Bapakombe. En plus de tensions citées précédemment, [celles chroniques entre Nande \(immigrés \) et Mbuba \( autochtone de Beni \)](#), ou alors des conflits intracommunautaires Mbuba sur la gestion du groupement Bambuba – Kisiki, enfin [les confits de terre entre Nande et Talinga, Mbuba et Bapakombe](#), sont des aspects à ne pas oublier lorsque l'on analyse les questions de « Grand Nord ». Si les auteurs n'en font pas mention, cela donne l'impression d'un travail analytique incomplet et ne pouvant pas aider les lecteurs à saisir et à situer la complexité des dynamiques des conflits dans la région de Beni. Si certaines unités déployées à Beni pour combattre les ADF entre 2019 et 2020 contenaient des militaires « rwandophones »<sup>3</sup>, soutenir une présence réoccupationniste rwandaise à cause de cette inclusion, reflète un dérapage analytique associant militaires congolais rwandophones aux militaires rwandais. Reconnaisant les faits, loin de rentrer dans les thèses « Wondoniennes », Boniface s'engage en soutenant dans son analyse que le territoire d'Irumu serait devenu le centre de la stratégie Kabila-Kagame pour étouffer les territoires contestataires. Il est difficilement prouvé qu'en n'étant plus au pouvoir et malgré des supposés liens avec les milieux militaires, une politique commune entre Joseph Kabila et Kagame serait loin de produire des effets car elle n'existe pas.

Dans une confusion semée par Jean Jacques Wondo, Musavuli et Boniface relayée par un rapport controversant de l'international Crisis group ; chargeant des Ex-combattants M23 comme auteurs des massacres à Beni, en Ituri mais aussi associant les FDLR (en méconnaissant totalement le CNRD), les auteurs ont été rattrapés par les déclarations du M23 aile Makenga Sultani et Bertrand Bisimwa mais aussi par le communiqué du M23 aile Jean Marie Runiga. En plus, malgré le démenti d'une haute autorité rwandaise sur la présence des rwandan defence forces (RDF), qui a fait remarquer que si elles s'y trouveraient alors elles y seraient par l'invitation du Président Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo. Profitant, par la même occasion, cette autorité a révélé que les dernières années du régime Kabila ne furent pas bonnes dans le cadre des relations entre les deux pays.

### **Ces 'vérités crépusculaires', le prix à payer et dividendes transfrontaliers**

*« La présence camouflée rwandaise vise également à utiliser les Mai-Mai intégrés dans l'armée pour attaquer l'Ouganda sous le label ADF et attaquer les positions de la MONUSCO, comme lors des attaques contre les casques Bleus tanzaniens en 2015 et décembre 2017 »* (Wondo 2019). Cette thèse n'est ni prouvée ni convaincante car certaines

---

<sup>1</sup> Ancien rebelle et commandant en chef de la Branche militaire des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, récemment tué dans le territoire de Rutshuru

<sup>2</sup> Voir à ce sujet les travaux de (Koen Vlassenroot, Kasper Hoffman, Emery Mudinga, Judith Verweijen, Christoph Vogel et Josaphat Musamba, Godefroid Muzalia, Bisoka Nyenyezi, Juvenal Twahibu, Jason Stearns, Peer Schouten, etc. )

<sup>3</sup> Congolais de la communauté Hutu ou Tutsi du Nord et Sud-Kivu et ou des Banyamulenges du Sud-Kivu

sources militaires évoquaient une vengeance derrière l'arrestation Tanzanienne de **Jamil Mukulu** pendant que d'autres parlaient des tensions entre la Monusco et les FARDC en parlant des attaques des positions de la Monusco ou alors la piste ougandaise. Comment les Mai Mai capturés seront-ils utilisés pour attaquer l'Ouganda alors qu'aucune évidence n'est présentée à ce jour ? D'autant plus, les arguments aussi bien de Wondo que Musavuli reposent sur des clichés bien connus ou des vérités de crépuscules dans les deux cas. Cependant, en ce qui concerne les ambitions économiques et re-occupationnistes du Rwanda dans l'Est de la RD Congo, Wondo et Musavuli affirment respectivement les thèses ci – après : « *Outre la traque des rebelles rwandais installés en RDC, ces opérations visent notamment à conforter une présence militaire rwandaise à l'Est de la RDC où le Rwanda tire des dividendes économiques* »<sup>4</sup> et à Musavuli d'ajouter « *l'implantation accélérée de plus de 100 mille sujets Rwandais sous une fausse identité de « Banyabwisha » et l'activisme des officiers de l'armée rwandaises donnent à penser que derrière l'horreur des massacres à répétition se dessine en réalité une nouvelle géopolitique qui devrait consacrer une extension territoriale du Rwanda et consolider son emprise politico-militaire sur les province du Nord -Kivu, de l'Ituri, du Haut -Uélé* »<sup>5</sup>. Un coup de pinceaux passé à ces arguments, difficilement concordants et contrastant, montre que le président Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo aurait décidé d'inviter les forces armées des pays voisins dans le cadre d'un Etat Major intégré ayant avorté et/ou les troupes rwandaises seraient associées à la traque des FDLR et CNRD au Nord comme Sud-Kivu. Sachant que le Rwanda tire ses dividendes transfrontalières sans être militairement en RDC, les deux auteurs arguent qu' : « *à travers un déplacement des communautés à la recherche des terres accaparées par des élites présentes ou par l'implantation des « Rwandais » ou Rwandophones congolais* ». Depuis l'époque du RCD et pendant le boom du coltan en 2000, l'implication rwandaise se manifestait autant par des hommes d'affaires que des militaires congolais (Opération Diviser par deux). Il n'y a aucun besoin d'une présence militaire pour maintenir ce commerce transfrontalier ou alors profiter des dividendes du cabotage<sup>6</sup> fait via Bugarama. En plus de cela, les auteurs oublient que la majeure partie des exportations ou des importations de l'Est de la RD Congo passent soit par le Rwanda, l'Ouganda ou le Burundi ou encore par la Tanzanie ?

### **Non, le Rwanda n'est pas en réoccupation de l'Est de la RD Congo : Zoomez vos lunettes vers le bas**

Inviter l'armée rwandaise dans la traque des FDLR n'est pas synonyme d'une « occupation », mais d'une stratégie militaire considérée mutuellement bénéfique. C'est ainsi que l'on peut classifier les périodes d'implication rwandaise dans l'Est de la RD Congo depuis la chute du CNDP : Umoja Wetu en 2009, les années 2011, la période autour du M23 de 2012 à 2015 et depuis 2019 et 2020 d'ailleurs même en 2021 car les services de renseignements collaborent entre eux sous le régime Tshisekedi. Les différentes argumentations, ressemblant aux prospectives politiques sans bases empiriques claires et irréfutables serviront moins d'une référence crédible aux allures stratégiques. Faire une prospective imaginaire difficilement vérifiée sur un deal Kabila-Kagame est une hérésie analytique, mais aussi penser que les luttes de CODECO, les terroristes ADF et les dynamiques de FDLR soient des opérations de diversion vers une réoccupation témoignent d'un travail plutôt subjectif des auteurs défendant ces thèses. Occultant le rôle de groupes armés à encrage social Nande et ou Kobo dans le Sud-Lubero pour les reposer sur une thèse de « réoccupation » semble encore moins objectif, moins claire au point de tomber sur des « *Twilight arguments* »<sup>7</sup>. Pour de nombreuses raisons, telle que cette réplique le démontre, le Rwanda peut difficilement « réoccuper » l'Est de la RD Congo sans la participation de la partie congolaise (Soit des proxies ou l'État congolais) et en dehors des opérations militaires conjointes. Le Rwanda et ses forces armées n'ont pas de capacité d'ubiquité pour se projeter partout dans l'Est du Congo mais aussi l'on ne devrait pas attribuer au Rwanda la responsabilité des tous les problèmes sécuritaires, des conflits et tensions de l'Est de la RD Congo. C'est pourquoi, toute sérieuse réflexion sur les ruptures et continuités dans le paysage sécuritaire, nécessiterait une prise en compte des complexités et d'une contextualisation localisée afin de dissiper toute généralisation tendancieuse ou des évidences paraissant controversées.

---

<sup>i</sup> **Josaphat Musamba** est doctorant à l'université de Gand et chercheur au GEC-SH / CERUKI à l'ISP Bukavu. Il travaille sur les dynamiques sécuritaires, les guerres civiles contemporaines et le DDR dans une approche localiste.

---

<sup>4</sup> Wondo (2019)

<sup>5</sup> Musavuli (2020)

<sup>6</sup> La plupart des agences de voyage effectuant les voyages entre Bukavu - Uvira passent par le Rwanda et paient des droits de passage au Rwanda. Le nombre de Bus qui font ces navettes en passant par Bugarama et Kamembe, expliquent en partie pourquoi le Rwanda peut tirer des dividendes sans être militairement présent dans l'Est de la RD Congo.

<sup>7</sup> Arguments pas claires, arguments obscurs dont seuls les auteurs en savent les contours, les bases argumentaires ne sont pas triangulées sur terrain ou elles sont contredites par les faits sur terrains.